



DÉCLARATION DE L'UNSA-ÉDUCATION 22
AU CSA Spécial Départemental
du 6 février 2024

Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD 22,

Notre département et ses personnels vivent un très difficile début d'année avec de bien sombres perspectives pour nos écoles et établissements publics d'Éducation.

Année qui a commencé par le départ de M. ATTAL après seulement quelques mois, et il l'a fait en nous offrant un joli cadeau de dotation pour les futures cartes scolaires...

Puis est venue la nomination d'une ministre qui, dès son entrée en fonction, a dénigré l'école publique, et cela a eu un fort impact dans notre région, et dans notre département, qui vit au quotidien la difficile concurrence déloyale public/privé.

S'en est suivie une conférence de presse et/ou d'autosatisfaction du Président Macron avec moult annonces déconnectées de la réalité de nos classes...

Prônant l'importance des résultats et une exigence des savoirs, et afin d'aider les personnels à y parvenir, le ministère ôte de nombreux moyens à notre département, ou comment faire mieux avec moins... Ou se moquer du monde !

Le moins que l'on puisse dire est qu'une nouvelle fois nos écoles publiques vont être très fortement impactées puisque l'administration envisage de fermer 45 classes et d'en ouvrir 18. Ce projet provoque une très forte vague de mécontentement, comme en attestent les nombreuses délégations, ainsi que les défenseurs du service public d'Éducation, présents en grand nombre, ce jour, à l'Inspection Académique.

Pour l'**UNSA Éducation**, ce n'est pas avec de beaux discours, ni des programmes ou manuels «miracles» que l'on améliorera la prise en charge de nos élèves, mais avec des moyens pour permettre aux collègues de faire classe dans des conditions correctes. De faire classe tout court, devrions-nous dire...

Même si le nombre d'élèves diminue (et dans des proportions moindres dans notre département puisque nous ne perdons que 125 élèves), il y a de plus en plus d'élèves qui ont de forts troubles du comportement.

Rien que pour ce sujet ô combien important, il ne devrait y avoir aucune fermeture dans nos écoles publiques !

Pour l'**UNSA Éducation**, la seule exigence est celle des moyens, et notre service public est encore une fois malmené, a contrario des discours.

Nous vous alertons régulièrement sur les violences subies à l'école par nos collègues et les AESH, personnels particulièrement en première ligne. A ce jour, nous sommes à un peu plus de la moitié de l'année, 260 fiches, sur les 426 faites depuis le début de l'année, concernant des faits de violences verbales ou physiques subies par des personnels. Cela émane parfois d'enfants très jeunes. Cela représente 61% des fiches SST.

63 écoles publiques différentes sont concernées dans le département, et il y a parfois plusieurs situations d'élèves dans la même école... Ce qui représente près d'une école sur 5, et toutes ne font pas des fiches... Les établissements du second degré sont de plus en plus touchés, car les élèves grandissent et les problématiques perdurent ou empirent !

Cela concerne majoritairement nos écoles publiques qui ont, elles, l'obligation d'accueillir tous les élèves. Parfois des mesures de fermetures suivent de longues difficultés vécues dans les écoles, qui entraînent des départs d'élèves dans le privé, un sacré cercle infernal s'il en est.

Cette vraie problématique, qui est la principale actuellement, et devrait être la priorité des priorités, n'est absolument pas prise en compte puisque notre département va une fois encore être fortement touché par de nombreuses fermetures ! Pour l'**UNSA Éducation**, rien que pour ce sujet, primordial s'il en est, nous n'aurions dû subir aucune fermeture et nous réclamons l'annulation de ce véritable plan de casse du service public d'Éducation costarmoricain.

Et nous n'oublions pas d'autres sujets importants, notamment celui du remplacement mis en lumière par notre ministre, et quelle lumière ! Là encore ne pas supprimer de postes aurait été utile.

Reçu hier par notre ministre, le **SE-UNSA** a parlé de souffrances de l'École, souffrances à l'École : l'urgence à mesurer !

Le **SE-Unsa** a rappelé à la ministre que l'École, ses personnels et ses élèves, souffrent depuis le début de l'ère Macron. Elle souffre de réformes non concertées et de réformes qui ne s'appuient pas sur des constats partagés des difficultés.

Pour ce qui concerne l'École inclusive, le **SE-Unsa** considère que l'École est à un point de rupture sur cette question et qu'il est donc urgent de mieux accompagner et soutenir les personnels (notamment les

enseignants et les AESH) pour leur permettre d'accueillir sereinement les élèves à besoins éducatifs particuliers, et particulièrement des élèves en situation de handicap.

Pour les AESH, nous demandons toujours un salaire correct et un véritable statut reconnu.

Ni les personnels, ni les élèves ne doivent souffrir d'un manque de prises en charge médicales, psy ou socio-éducatives. Certaines situations de classe, avec des élèves au comportement hautement perturbateur, ne peuvent plus perdurer !

Pour en revenir à notre département, l'**UNSA Éducation** indique que donner des moyens pour l'inclusion, cela devrait dire ne pas fermer de classes, a fortiori lorsqu'il y a des ULIS dans les écoles, nous en reparlerons tout à l'heure.

Il faut aussi prendre en charge la grande difficulté scolaire dans le 1er degré à l'aide de Rased complets (équipes pluridisciplinaires), et étendre ce dispositif au collège. Les maître G qui ont disparu de notre paysage seraient bien utiles actuellement !

Heureusement que l'école est présentée comme une priorité... Pas certain que ce soit l'école publique dont parlent nos ministres, au vu des mesures et dotations envisagées... Et le pire est à venir avec la carte scolaire du 2nd degré.

C'est bien pourquoi l'**UNSA Éducation** est partie prenante de l'action intersyndicale nationale qui alerte sur l'école publique qui est à un point de bascule et qui demande l'abandon des mesures du choc des savoirs.

Pour terminer sur un angle souvent occulté par notre ministre, l'**UNSA Éducation** terminera en rappelant la dimension humaine de toutes ces fermetures pour les personnels et l'intérêt des élèves.